

La régionalisation de l'immigration au Québec. Au-delà des « postes vacants »

Par **Chedly Belkhodja**

L'automne dernier, j'ai passé une fin de semaine à Chicoutimi. À la réception de l'hôtel Le Montagnais, je me suis trouvé devant un homme de nationalité tunisienne qui a reconnu l'origine arabe de mon nom. Après m'avoir souhaité la bienvenue, on a discuté et il m'a informé que pas mal de Tunisiens sont arrivés récemment dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Il m'invite à aller au restaurant de l'hôtel, Le Légendaire, où les deux nouveaux chefs sont des immigrants tunisiens. Devant l'hôtel, sur le boulevard Talbot, une grande affiche invite la population à découvrir des plats des trois pays du Maghreb.

Il suffit de se promener aujourd'hui dans de nombreuses villes du Québec pour s'apercevoir que les immigrant·es font maintenant partie de la réalité quotidienne. Cela ne semble pas surprenant si l'on considère que la question de l'immigration est devenue centrale dans les discours économique et démographique de la province. Il y a une quinzaine d'années, dans un essai intitulé *D'ici et d'ailleurs. Regards croisés sur l'immigration*, je proposais de faire un lien entre mes travaux de recherche sur différentes facettes de l'immigration dans les plus petits milieux, villes et régions rurales, et des observations personnelles sur ma trajectoire migrante comme franco-tunisien arrivé au Nouveau-Brunswick au début des années 1970 (Belkhodja 2011). Dans cet ouvrage, je voulais mettre de l'avant la manière dont le territoire est habité par des populations différentes, mais certaines plus visibles que d'autres, notamment les « locaux ». J'ai grandi dans une ville, Moncton, localité de 85 000 habitant·es en Acadie, au

Nouveau-Brunswick, bien homogène durant les années 1970 et 1980, anglophone et francophone, où la diversité n'existait pas, ou plutôt ne se voyait pas. Moncton était une ville blanche où la présence étrangère se limitait à quelques communautés et des trajectoires professionnelles dans des secteurs comme la santé et l'éducation. Une expression acadienne locale résume bien ces années, soit celle d'être un « étrange », formule qui vient de *stranger* en anglais et qui assigne une place à l'étranger un peu à l'extérieur. Durant mes années de jeunesse et encore aujourd'hui, j'ai entendu cette formule qui établit une distinction entre nous et eux. Mais, à partir des années 2000, le paysage de la ville a changé, car l'immigration est devenue une réalité de la vie urbaine. Cette transformation s'est faite de façon graduelle avec des parcours migratoires plus diversifiés. Par exemple, on a connu une augmentation de l'immigration économique par des initiatives de recrutement de travailleur·euses qualifié·es ou l'arrivée d'étudiant·es étranger·ères et dont nombre se sont installé·es dans la région à la suite de leurs études. C'est la même dynamique qui se produit au Québec où de plus en plus d'immigrant·es font le choix de s'installer en dehors de la région métropolitaine de Montréal. Dans ce texte, je mets en avant une réflexion autour de l'importance de cette nouvelle géographie de l'immigration pour le développement et l'épanouissement des villes et régions situées en dehors des grands centres. Réduire la régionalisation à sa dimension économique et instrumentale des « postes vacants » ne permet pas d'envisager une lecture

transformatrice du territoire québécois. C'est cette idée que je défends en considérant que la simple logique quasi extractive de vouloir de l'immigration dans le but de combler des besoins économiques et démographiques nous écarte d'un aspect plus fondamental de la régionalisation qui est la manière dont le territoire se transforme par une présence immigrante accrue et diversifiée. Dans un premier temps, je propose quelques clefs pour comprendre ce nouvel élan de la régionalisation au Québec. Ensuite, j'insiste sur deux dynamiques nouvelles en mesure de développer la régionalisation, soit le dépassement de la logique économique et l'importance de bien saisir le territoire. Enfin, je termine par une proposition autour du thème de l'hospitalité qui me semble centrale à une lecture plus humaniste de l'apport de l'immigration à la société québécoise.

Le nouvel élan de la régionalisation de l'immigration au Québec

La régionalisation de l'immigration au Québec est loin d'être un enjeu récent. Dès le début des années 1990, le gouvernement provincial met en place des plans d'action pour augmenter la migration des personnes immigrantes en région. Pendant longtemps, la régionalisation de l'immigration a rimé avec l'accueil des populations réfugiées (Simard 1996). Dans le cadre de la politique d'établissement des personnes réfugiées, le Québec faisait le choix d'installer des réfugiés dans des régions hors de Montréal, mais ce fut toujours difficile en raison de la faible rétention de ces populations.

Les politiques et les réalités de la régionalisation de l'immigration ont fait l'objet de nombreuses recherches au Québec (Belkhodja et Vatz-Laaroussi 2011). Deux enseignements importants ressortent de ces travaux. Premièrement, en raison

de la faible attractivité des régions du Québec, la politique de la régionalisation a souvent donné l'impression d'être un échec, considérant que la grande majorité des personnes immigrantes, soit environ 85 %, ont fait le choix de s'installer dans la RMR de Montréal. Aussi, le Québec a longtemps semblé en retard sur le reste du pays lorsque certaines provinces développaient des politiques et des actions afin d'encourager une répartition géographique des personnes immigrantes en dehors des grandes régions métropolitaines (Esses et Carter 2019). Deuxièmement, un ensemble de travaux ont bien identifié des caractéristiques clefs de l'enracinement en région considérant différents enjeux autour de l'intégration des personnes immigrantes. L'enseignement qui se dégage est l'importance de consolider un écosystème de l'immigration en région capable de mobiliser de nombreux intervenant·es dans des secteurs clefs : accueil, intégration, employabilité, éducation, participation et engagement communautaire, santé et bien-être des populations (Arsenault, White et Dubé 2022).

Depuis les années 2000, un nouvel élan est en train de transformer le portrait de la présence de personnes immigrantes au Québec, qui se caractérise par une diversité des statuts et des provenances (Polèse 2021). De 2001 à 2021, la proportion de personnes immigrantes (résidents permanents) choisissant de s'installer à l'extérieur de la RMR de Montréal est passée de 11,7 % à 16,4 % (ISQ 2023). Ce chiffre augmente considérablement avec les permis temporaires, que ce soit pour le travail ou les études, de 30 % en 2001 à 44 % en 2021. Dans le Plan d'action ministériel sur la régionalisation de l'immigration (2023), le gouvernement s'est fixé trois actions prioritaires pour une régionalisation durable, soit encourager les personnes immigrantes à s'établir en région dès l'étranger, améliorer

l'attractivité des communautés régionales pour favoriser un établissement durable et améliorer les programmes ainsi que les services liés à la régionalisation (MIFI 2024). Il y a une poussée migratoire au Québec, surtout dans les régions et villes en périphérie de Montréal et des régions de Québec et de l'Outaouais : la Montérégie, les Basses-Laurentides. On remarque également une croissance de la population dans des régions éloignées, où l'immigration est devenue un levier essentiel au développement économique et social.

Trois caractéristiques permettent de mieux comprendre cette dynamique plus complexe de la régionalisation à l'œuvre au Québec et ailleurs (Kelly, Nguyen et Triandafyllidou 2023).

Premièrement, la migration en région expose des régimes de mobilités multiples dans le temps et l'espace et des logiques contrastées dans la manière de concevoir un projet migratoire. Un travailleur temporaire lié par son permis de travail à un employeur se trouve dans un cadre de mobilité nettement plus contraignant qu'un résident permanent qui a la possibilité de se projeter dans la durée et de faire des choix que le premier n'a pas. Il est aussi important de prendre en considération le phénomène de la migration secondaire que de noter une diversité dès qu'il y a non seulement plusieurs types de migration et des trajectoires particulières.

Deuxièmement, l'agentivité des personnes en termes de leurs décisions individuelles et familiales doit être mieux prise en considération. Les personnes immigrantes ont des trajectoires de plus en plus diversifiées qui s'expliquent par des facteurs personnelles tels que des aspirations, des projets, des espoirs. Les parcours sont multiples et variés. Certaines personnes font une première expérience à Montréal tandis que d'autres s'établissent en région directement. Partir en région peut exprimer l'envie de vivre dans un petit milieu,

dans un endroit plus périphérique. Des personnes sont à la recherche d'une vie différente, adoptant une logique néo-rurale et post-pandémique où les régions sont perçues comme propices à un meilleur avenir pour elles et leurs familles.

Enfin, l'enracinement durable des populations immigrantes ne doit pas reposer seulement sur le secteur de l'accueil et de l'établissement responsable de la livraison de services selon une approche clientéliste centrée sur l'individu. Au début des années 2000, le tournant néolibéral de l'immigration canadienne va mener à une reformulation de la problématique de l'accueil et l'établissement vers une professionnalisation du secteur qui s'adapte à l'approche instrumentale et économique de l'immigration, celle qui valorise une sélection d'un profil performant, soit l'immigrant économique désirable et autonome. Dans une perspective plus globalisante, le succès de la régionalisation peut également se mesurer par la place que jouent d'autres acteurs de la société civile mais aussi la population générale. Dans la dynamique qui s'établit entre les milieux locaux et les personnes immigrantes, il est important de voir comment les milieux sont plus ouverts à la diversité et comment ils mettent en place des pratiques hospitalières de l'accueil qui passent par des logiques citoyennes. L'arrivée de différentes populations, par exemple des familles syriennes en 2016 et des étudiant·es étranger·ères dans des universités et cégeps en région exposent les milieux d'accueil à être plus sensibilisés aux réalités vécues par ces personnes.

Dépasser la logique économique

La poussée récente de la régionalisation s'est inscrite dans le développement économique et une logique de « postes vacants ». Il suffit de voir à quel point les employeurs occupent le devant de la

scène dans les discussions autour de l'immigration en région, pressant le gouvernement à devenir un facilitateur dans l'embauche de travailleur-euses pouvant répondre à des pénuries d'emplois. Face à des localités qui vivent un déclin démographique et tentent de sauvegarder une vitalité économique et entrepreneuriale, le recrutement de travailleur-euses migrant-es, surtout temporaires, devient la solution la plus valorisée. Cependant, les réalités vécues par les personnes migrantes ne suivent pas nécessairement l'emballage des intervenants économiques pour encore plus d'immigration.

Laissée à la seule logique du travail, la migration présente une nouvelle réalité économique inquiétante, celle que Daniel Veron nomme le « travail détaché, nouvelle figure du travail migrant » qui brouille la frontière entre le travail et la mobilité des personnes (Veron 2024). On pense ici à la délocalisation du travail mais, au-delà de la logique organisationnelle du travail migrant détaché, ce « régime du détachement » interroge la condition migrante elle-même. Comment les migrant-es vivent-ils leur rapport au monde du travail détaché « localisé » et à travers un ensemble d'interactions avec des intervenants impliqués : employeurs et agences de placement ? Comment des dynamiques du travail « local » peuvent-elles mener à des mises à l'écart et des abus des personnes vues comme différentes par leur statut et leur origine ? Dans cet univers, les rapports de force se transforment pour des personnes qui se fragilisent dans leur quotidien et doivent tout simplement survivre dans un système qui ne les défend pas vraiment.

Il me semble nécessaire de repenser la signification du travail à partir d'une logique de l'accueil qui ne doit pas signifier seulement une réponse économique mais une attention particulière aux personnes migrantes et à leurs familles qui viennent s'établir dans ces territoires.

Revenir au territoire

Dans un bel essai, Marie Hélène Voyer (2021) nous invite à parcourir de notre regard le lieu habité. Il s'agit de percevoir le lieu tel un espace dynamique capable de rendre possible la convivialité entre les individus et de faire entrer quelque chose de nouveau dans les relations humaines. Pour sa part, le sociologue Paul Gilroy (2005) nous invite à repenser la signification de ce lieu de la diversité comme celle de vivre une différence partagée au quotidien, ce qu'il appelle la « convivialité multiculturelle ». Dans mes recherches de terrain, j'ai souvent pensé à ce principe considérant ce qui peut se passer dans un lieu, comme un café à Drummondville ou à Rimouski, lorsque des personnes se croisent ; il faut aller au-delà des peurs et d'une assignation à être différent, dans le sens où l'étranger devient plus familier. Je pense ici à ce que dit le poète Philippe Garon de sa Gaspésie natale qui change tout doucement :

C'est habité; il y a du monde, des gens : une culture courtepoincée dans tous ses racoins, laize tissée autour du jour d'hier que d'aujourd'hui, de porte à porte à moitié ouverte ou fermée en fusion barouettée de Scottish normand jerseyaisé, de Basque au royalisme mi'kmaqué de la verte Irlande, de Bretons acadianisés chums ou fâchés avec des Haïtiens, des Malgaches, des Maghrébins, des bons jacks puis des bons-riens (Garon 2011, p. 81).

Ces concepts et visions du monde permettent d'envisager non seulement un nouvel élan de la régionalisation mais aussi une signification plus profonde et systémique de ce que signifie vivre en région. Dans un premier temps, il est important de documenter certaines dynamiques porteuses dans les régions du Québec et ce au-delà des politiques, des modèles et des indicateurs de performance. Dans de nombreuses localités, des initiatives rassembleuses et solidaires engagent

un processus de transformation des milieux de vie. Je pense à Shawinigan, une ville qui a opéré un changement de son tissu économique industriel vers une économie plus diversifiée qui a demandé la mise sur pied d'une stratégie de promotion et de recrutement de travailleur·euses migrant·es mais également une reconnaissance de la diversité culturelle et ethnique portée par un ensemble d'intervenant·es. Shawinigan a été la première ville en Mauricie à se doter d'une politique d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes (Radio Canada 2011).

À l'extérieur de Montréal, plusieurs municipalités se mobilisent dans l'accueil de nouvelles populations. Ce sont des histoires à documenter, à l'image de ce que fait le journaliste Jean-Louis Bordeleau dans les pages du Devoir. Il voyage à la grandeur de la province pour y rencontrer des personnes et des familles. On y découvre des récits à échelle humaine dans des localités comme Val d'Or, Sainte Hyacinthe ou encore sur la Côte-Nord. On se place dans la perspective du milieu qui accueille et du migrant qui s'installe. Penser autrement la régionalisation nécessite de faire place aux personnes qui s'inscrivent dans un lieu d'accueil qui se doit de donner une place à la personne qui arrive. Il y a une dimension politique et citoyenne dans ce geste de l'accueil qui, me semble-t-il, doit nous engager à une autre manière de réfléchir à la question de l'immigration.

Ensuite, il faut reconnaître que de nouveaux enjeux vont apparaître dans la société québécoise, entre autres des demandes d'accommodements pour des questions religieuses et culturelles. Il y a quelques années, un enjeu assez méconnu a fait les manchettes dans la belle province : celui de demandes de lieux de sépulture pour la communauté musulmane. Dans ce cadre, je me suis livré à une exploration du territoire de la mort

musulmane au Canada et au Québec (Belkhdja et Morel 2022). Nous avons comme ambition de cartographier ces lieux de sépulture à travers le pays, de les situer sur une carte et de voir ce qui se trouvait autour. Ces endroits ne sont pas très visibles. Il faut les découvrir le long d'une route de campagne ou encore dans un parc industriel ou sur le bord d'une autoroute. Nous avons l'impression de nous retrouver un peu au bout du monde, de tourner en voiture, de chercher... Dans les cimetières, il faut marcher vers les extrémités pour découvrir un carré mal indiqué, des plaques au sol un peu masquées par l'herbe. En arpentant ces lieux, j'ai eu cette sensation de me sentir toujours un peu à l'écart, à la périphérie d'un territoire qui nous cache quelque chose. Ce travail ethnographique et réflexif a été rattrapé par les débats de société houleux autour des cimetières et carrés musulmans qui ont suivi l'attaque contre la Grande Mosquée de Québec le 29 janvier 2017. Les inquiétudes soulevées par les cimetières musulmans ont rejoint un débat identitaire bien ancré dans la société québécoise depuis une vingtaine d'années autour de la place de l'islam. On peut citer l'affaire du référendum de Saint-Appolinaire où une cinquantaine de résident·es se sont prononcé·es contre le projet d'un cimetière musulman dans la région de Québec. Au final, après un parcours du combattant, la communauté musulmane de Québec a eu un endroit pour enterrer ses proches et cette saga a montré un dénouement d'apaisement qui a permis de faire émerger cette reconnaissance de la visibilité d'une population déterminée à marquer sa présence (Grant 2022).

Conclusion : Aller vers l'hospitalité

C'est dans ce cadre que je formule le geste de l'hospitalité qui permet de saisir un

espace, un lieu, un territoire, où se partage une expérience qui doit être pensée telle un pouvoir émancipateur (Louis 2021). De cette expérience se dégage quelque chose de considérable, à savoir une façon d'accepter la personne d'ailleurs et de décaler la logique de la frontière qui assigne une place à l'étranger. L'hospitalité introduit aussi le principe de la construction d'un commun qui va bien au-delà de la mise en scène plutôt figée des différences, des écarts entre les personnes. Ce qui nous intéresse est la nature émancipatrice d'une dynamique où il va se passer quelque chose de nouveau entre ces individus, de ce qu'on peut nommer un agir ensemble (Tassin 2018).

L'anthropologue Michel Agier définit l'hospitalité comme des gestes contemporains qui engagent les individus au sein de leurs communautés : « Les gestes contemporains de l'hospitalité sont explicitement volontaristes et assumés par des engagements personnels, accompagnés de justifications relatives à la carence de l'État, à la "honte" ou à "l'indignation" qu'elle provoque » (Agier 2018, p.55). Dans plusieurs de mes recherches, j'ai été saisi par cette dimension active de l'hospitalité. En 2016, dans le contexte de l'accueil des réfugiés syriens dans plusieurs petites villes du Canada, des citoyen·nes se sont impliqué·es dans l'accueil et l'accompagnement de familles syriennes. Avec l'arrivée de plus de 400 réfugiés de Syrie, les structures d'accueil et d'établissement semblaient dépassées et des personnes réfugiées se sont retrouvées en situation critique (Belkhodja 2020). Je me rappelle cet après-midi passé avec une jeune femme, résidente de Moncton, qui me disait ne pas trop comprendre ce qui se passait autour d'elle mais insistait sur ce besoin de faire quelque chose dans le quotidien des familles établies dans sa communauté. Son implication ne se limitait pas à un geste de compassion humanitaire,

de bénévolat mais s'inscrivait plutôt dans un processus de transformation, pour elle et les personnes accueillies. Il est également question ici d'une réflexion sur l'état du monde, l'hospitalité venant la remuer en la plaçant dans une autre relation à ce qui l'entoure. Elle nous disait être partie prenante du sort de ces personnes et également déçue des beaux discours et des manières de faire des intervenant·es impliqué·es au niveau local dans l'accueil et l'établissement de l'immigration.

Dans cette perspective, la régionalisation de l'immigration implique un travail collectif fondamental sur les valeurs des communautés et des territoires, sur l'accueil et la solidarité envers les personnes immigrantes.

Notice bibliographique

Chedly Belkhodja est professeur à l'École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia. Ses recherches portent sur l'immigration dans les villes de taille moyenne et dans les régions de faible immigration, les dynamiques de régionalisation au Québec ainsi que les discours et les représentations de la diversité culturelle, religieuse et ethnique.

Références

- Agier, M., (2018). *L'étranger qui vient. Repenser l'hospitalité*. Paris : Seuil.
- Arsenault, M., White, B., et Dubé, J., (2022). « Quelles sont les stratégies mobilisées par les organismes pour le mandat de l'immigration dans les régions hors des grands centres? ». *Alterstice*. 11(1), 5–18. <https://doi.org/10.7202/1091891ar>

- Belkhodja, C., et Morel, B., (2022). « Une place dans la mort. Le cas de la communauté musulmane de Sherbrooke ». Dans M. Paquet, dir. *L'immigration dans la Québec actuel*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal. p. 199-216.
- Belkhodja, C., (2020). « A Community Engaged in the Reception of Syrian Refugees: The Case of Moncton, New Brunswick ». Dans L. Hamilton, L. Veronis et M. Walton-Roberts, dir. *A National Project. Syrian Refugee Resettlement in Canada*. Montreal & Kingston : McGill-Queen's University Press. p. 280-310.
- Belkhodja, C., (2011). *D'Ici et d'ailleurs. Regards croisés sur l'immigration*. Moncton : Édition Perce-Neige.
- Belkhodja, C., et Vatz-Laaroussi, M., (2011). *Immigration hors des grands centres. Enjeux, politiques et pratiques dans cinq États fédéraux*. Paris : L'Harmattan.
- Esses, V., et Carter, C., (2019). *Au-delà des grandes villes. Comment les petites collectivités au Canada peuvent attirer et retenir les nouveaux arrivants, Partenariat Voies vers la prospérité/Forum des politiques publiques*. <https://ppforum.ca/fr/publications/au-dela-des-grandes-villes/>
- Garon, P., (2011). *Ton dictionnaire au bout de la terre*. Moncton : Éditions Perce-Neige.
- Gilroy, P., (2005). *Postcolonial Melancholia*. New York : Columbia University Press.
- Grant, J., (2022). « 'We're here to stay': Quebecers who fought to get Muslim cemeteries built say they're a sign of progress ». CBC News. 28 janvier 2022. <https://www.cbc.ca/news/cada/montreal/muslim-cemeteries-quebec-city-sherbrooke-1.6317767>
- Kelly, M., Nguyen, M., et Triandafyllidou, A., (2023). « Why Migrants Stay in Small and Mid-sized Cities: Analytical and Comparative Insights ». *Journal of International Migration and Integration*. 24, 1013-1027.
- ISQ (2023). *Le bilan démographique du Québec édition 2023*. <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/bilan-demographique-quebec-edition-2023.pdf>
- Louis, C., (2021). *La conspiration des enfants*. Paris : Presses universitaires de France.
- MIFI (2024). *Plan d'action ministériel sur la régionalisation de l'immigration*. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/publications/plan-action-regionalisation>
- Radio Canada (2011). « Shawinigan veut courtiser les immigrants ». Radio Canada. 22 août 2011. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/527924/faciliter-integration-immigrante?tz=EST>
- Polèse, M., (2021). *Le miracle québécois*. Montréal : Boréal.
- Simard, C., (1996). « La politique québécoise de régionalisation de l'immigration : enjeux et paradoxes ». *Recherches sociographiques*. 37(3), 439-469.
- Tassin E., (2018). « La condition migrante. Pour une nouvelle approche du cosmopolitisme ». *Tumultes*. 51, 193-221.
- Veron, D., (2024). *Le travail migrant. L'autre délocalisation*. Paris : La Dispute.
- Voyer, M-H., (2021). *L'habitude des ruines. La sacre de l'oubli et de la laideur au Québec*. Montréal : LUX.